

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 20 mars 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Contrôle inopiné du 3 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 Rouen

Références : UDRD.2025.03.R.03
Code AIOT : 0005802240

1) Contexte

Le 3 mars 2025, l'inspection des installations classées a réalisé un contrôle inopiné de l'établissement de la société PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen, dans le cadre des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 30 novembre 2022 et du 25 juin 2024, respectivement échus depuis le 30 janvier 2023 et le 31 juillet 2024. Le présent rapport rend compte de ce contrôle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005802240
- Régime : autorisation
- Activité : fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation des résidus de meunerie sous forme de pellets).

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022	Amende, astreinte
2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024	Amende, astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 3 mars 2025, l'inspection des installations a réalisé un contrôle inopiné de l'établissement de la société PASTACORP, implanté 9, boulevard de Croisset, à Rouen. Ce contrôle intervenait dans le cadre du récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 30 novembre 2022 et du 25 juin 2024, respectivement échus depuis le 30 janvier 2023 et le 31 juillet 2024.

A titre liminaire, il convient de souligner que :

- le délai écoulé entre l'échéance des arrêtés précités et le contrôle du 3 mars 2025 est à apprécier à la lumière des démarches entreprises par la société PASTACORP pour tendre vers une mise en conformité de ses installations (campagnes de mesures des niveaux sonores ; réunions avec une société spécialisée ; études ; devis et travaux), et des échanges et transmissions de documents entre la société PASTACORP et l'inspection des installations classées ;
- une partie des équipes en charge des fonctions liés au pilotage de l'exploitation, à la maintenance et à la sécurité, a été renouvelée ou est en cours de renouvellement, contexte humain peu propice au traitement rapide des non-conformités ; pour autant, cette situation ne saurait exonérer l'exploitant de ses responsabilités en matière de prévention des risques industriels et de maîtrise des nuisances liées à son activité.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 concerne les nuisances sonores dont l'établissement est à l'origine, objet de plaintes régulières de la part de riverains. Pour rappel, l'établissement est autorisé à fonctionner 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, sous réserve de respecter les niveaux limites de bruit définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024 vise quant à lui d'autres non-conformités, ayant trait notamment :

- à la détection incendie dans certaines armoires et salles électriques ;
- à l'asservissement du circuit de manutention au système d'aspiration ;
- à l'étanchéité du trou d'homme de la cellule Hermex 20 et de tout autre défaut

- d'étanchéité ;
- au nettoyage de la galerie sur-cellules Hermex et de la passerelle de liaison avec les silos en béton de produits finis ;
- au raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle et à la sensibilisation des opérateurs au respect de cette consigne ;
- au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques (avec prise de photographies "avant/après") ;
- au traitement de toutes les non-conformités électriques.

Lors du contrôle inopiné du 3 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- d'une part, le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022, avec des niveaux sonores toujours significatifs en limite de propriété, en façade Nord, donnant sur le boulevard de l'Ouest ; ces niveaux sonores sont à même de constituer une gêne avérée pour la commodité du voisinage (nonobstant le trafic routier et l'absence d'appareils de mesures lors du contrôle) ; un bruit ininterrompu de soufflerie est émis par l'un des exutoires en façade, situé en hauteur et parfaitement identifiable, et les riverains demeurant sur les coteaux sont directement exposés à ces nuisances sonores ;
- d'autre part, le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024, pour ses dispositions relatives :
 - à la détection incendie dans certaines armoires et salles électriques ;
 - à l'asservissement du circuit de manutention au système d'aspiration ;
 - à plusieurs défauts d'étanchéité ;
 - au nettoyage des installations ;
 - au raccordement de certaines tresses de liaison équipotentielle (et indirectement à la sensibilisation des opérateurs au respect de cette consigne) ;
 - au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques ;
 - au traitement de toutes les non-conformités électriques.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées fait part de sa plus vive préoccupation quant à l'adéquation de l'effectif présent sur site le week-end (2 personnes uniquement), eu égard aux conditions d'exploitation, aux moyens de surveillance des installations, et au degré d'empoussièrement constatés lors du contrôle. Dans pareil contexte, l'inspection des installations remet en question les capacités de l'exploitant à détecter précocement un départ d'incendie, et à engager sans délai des manœuvres d'extinction efficaces.

En synthèse, les constats établis lors du contrôle inopiné du 3 mars 2025 et décrits dans le rapport ci-après conduisent l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime des projets d'arrêté préfectoraux imposant à la société PASTACORP :

- **une amende administrative d'un montant de 22 500 € pour le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 ;**
- **une amende administrative d'un montant de 45 000 € pour le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024 ;**
- **une astreinte administrative d'un montant journalier de 2 250 € en vue du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 ;**
- **une astreinte administrative d'un montant journalier de 4 500 € en vue du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022

Référence réglementaire : article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022
Thème(s) : risques chroniques, bruits émis par les installations, nuisances sonores
Prescription contrôlée : La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter sous 2 mois, pour son site implanté 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017. Cette prescription sera réputée respectée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété, et en zones à émergence réglementée, conformes aux seuils définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Constats : Le 3 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none">• l'orientation vers la Seine du coude de sortie d'air filtré en toiture du bâtiment de nettoyage (entre la tour de manutention et le moulin A) ;• le calorifugeage de la tuyauterie de blé au pied des moulins, les opérateurs indiquant avoir observé une neutralisation du niveau de bruit généré par la circulation du blé dans cette tuyauterie depuis son calorifugeage ;• la modification du local compresseur au rez-de-chaussée du silo en béton de produits finis, avec l'orientation vers la Seine de la porte du local ; toutefois, le compresseur n'est pas encore relié au caisson de ventilation situé au-dessus de la porte (générant ainsi l'émission et le dépôt de poussières dans le local compresseur et sur le compresseur – l'inspection des installations classées n'a pas vérifié la présence de détecteur de fumée dans ce local) ; ledit caisson de ventilation débouche en façade Sud vers la Seine, mais n'est pas encore équipé de filtre, ni de silencieux ; de fait, l'environnement sonore en façade Sud du bâtiment reste bruyant ;• des niveaux sonores toujours significatifs en limite de propriété, au Nord, côté boulevard de l'Ouest, avec un bruit ininterrompu de soufflerie émis par l'un des exutoires en façade, situé en hauteur et parfaitement identifiable ; les riverains demeurant sur les coteaux sont directement exposés à ces nuisances, qui peuvent constituer une gêne avérée pour leur commodité (nonobstant le trafic routier et l'absence d'appareils de mesures lors du contrôle) – en attestent les plaintes reçues ; les opérateurs ont indiqué qu'une réflexion était en cours pour modifier les circuits d'extraction et permettre de déporter l'exutoire en façade Sud. <u>Demande n° 1 :</u> l'inspection des installations classées constate que la société PASTACORP a entrepris certains travaux visant à améliorer la maîtrise des émissions sonores de ses installations, mais que ces travaux demeurent inachevés, et que des nuisances sonores significatives sont toujours perceptibles en limite de propriété. Ainsi, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 n'était encore pas respecté au 3 mars 2025. L'inspection des installations classées propose donc à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral imposant notamment à la société PASTACORP : <ul style="list-style-type: none">• une amende administrative d'un montant de 22 500 € pour le non-respect de l'arrêté

préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 ; le montant ici retenu :

- sanctionne le maintien dans le temps de la non-conformité, alors que les dernières mesures des niveaux sonores effectuées fin novembre 2024 confirment le dépassement des seuils autorisés en limite de propriété et en zones à émergence réglementée (jusqu'à 12 dB(A) en période nocturne pour 3 dB(A) autorisé), et que le site continue pourtant de fonctionner 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 ;
- mais prend compte des démarches entreprises et des premiers travaux menés par l'exploitant ;
- une astreinte administrative d'un montant journalier de 2 250 € en vue du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022 ;
 - dans cette perspective, l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP de :
 - neutraliser la source sonore identifiée en façade Nord, en modifiant les circuits d'extraction pour permettre de déporter l'exutoire incriminé en façade Sud, ou bien en effectuant des travaux d'isolation phonique sur cet exutoire ;
 - finaliser les travaux d'isolation phonique du local compresseur ;
 - de mener en complément toutes les actions d'amélioration pertinentes permettant de réduire les émissions sonores du site ; à ce sujet – et pour rappel –, à l'issue de la visite d'inspection du 24 avril 2024, l'inspection des installations classées avait déjà demandé à la société PASTACORP de remplacer, au niveau des étages et des équipements concernés, les simples vitrages par des doubles vitrages (a minima) ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente (panneau acoustique) permettant d'atténuer la perception de vibrations depuis l'extérieur ;
 - et de lui transmettre un rapport de mesures des niveaux sonores justifiant le respect des seuils autorisés.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : amende, astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024

Référence réglementaire : article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024

Thème(s) : risques accidentels, non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Prescription contrôlée :

La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN, **avant le 31 juillet 2024** :

- **l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.** Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un procès-verbal d'installation, émis par un fournisseur spécialisé et indépendant, de détecteurs d'incendie dans toutes les armoires et salles électriques non équipées, ces détecteurs étant dûment dimensionnés par rapport aux volumes des salles, pleinement fonctionnels, et reliés à la centrale de détection incendie du site. Le procès-verbal engageant la responsabilité de l'installateur tiers est illustré de photographies montrant chaque détecteur installé (une photo d'ensemble et une photo en gros plan avec numéro de série lisible), les numéros de série des détecteurs sont reportés sur un plan de localisation également joint au procès-verbal ;

- **l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.** Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :
 - met en œuvre les dispositions techniques adéquates permettant de garantir l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration (modification de la logique du système de commande pour supprimer la possibilité « marche forcée » ou mettre en place une logique de consignation si cette marche forcée est nécessaire lors des phases de travaux/maintenance) ;
 - et procède aux travaux de réfection du trou d'homme de la cellule Hermex 20 et de tout autre défaut d'étanchéité, ainsi qu'au nettoyage de la galerie sur-cellules Hermex et de la passerelle de liaison avec les silos en béton de produit fini. L'ensemble des justificatifs attestant l'asservissement précité, le nettoyage, ainsi que la réfection du trou d'homme et des éventuels autres défauts d'étanchéité, sont communiqués à l'inspection des installations classées ;
- **l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ;** cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :
 - procède au raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle, et sensibilise de nouveau ses opérateurs au respect de cette consigne ;
 - procède au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques (des photographies avant/après dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques sont communiquées à l'inspection des installations classées) ;
 - **traite toutes les non-conformités électriques identifiées** et communique à l'inspection des installations classées un nouveau rapport de vérification de la conformité des installations électriques confirmant la levée des non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle de décembre 2023 ;
 - en cas de nouvelles non-conformités qui n'auraient pas déjà été identifiées dans de précédents rapports, les interventions curatives sont prioritaires et planifiées dans un échéancier communiqué à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 3 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- le non-asservissement au système d'aspiration des circuits d'ensilage de semoules vers les cellules de stockage, caractérisé par la position haute du commutateur dévolu à la cellule Hermex 20 et au filtre F52 (position haute traduisant une position individuelle de marche forcée) ; en présence de l'inspection des installations classées, l'opérateur a abaissé le commutateur pour asservir le circuit de manutention ; la position haute du commutateur constatée le 3 mars 2025 est contraire à la consigne transmise à l'inspection des installations classées par la société PASTACORP par courrier électronique du 28 juin 2024, et aux annonces formulées par la société PASTACORP dans son courrier électronique du 18 septembre 2024 : « *Concernant l'absence d'asservissement sur les filtres de dépoussiérage des cellules hermex, veuillez trouver ci-joint le bon de commande avec la société [XXXX] avec une date d'installation à partir du 23/09/2024 [...] l'opération consiste à ajouter un commutateur de position dont une verrouillable par la maintenance qui viendra dédier la marche forcée uniquement pour les interventions spécifiques de maintenance.* » – ladite modification n'a pas été effectuée ;
- la coexistence de deux systèmes de détection incendie : un premier système, ne couvrant pas toutes les armoires et salles électriques, et qu'aucun opérateur présent lors du contrôle inopiné du 3 mars 2025 n'était en mesure de faire fonctionner ou d'interroger afin d'accéder à l'historique pour consultation ; un second système, plus récent, couvrant d'autres armoires et salles électriques, mais non opérationnel (boîtiers « *en dérangement* »)

en raison de l'absence de carte SIM (« carte commandée, en cours de livraison », selon les déclarations des opérateurs) ;

- la présence de défauts d'étanchéité en de nombreux points des installations (tuyauteries, raccords, tamis, machines et organes de production divers et variés), pour certains liés à :
 - des vibrations inhérentes au process (tamis, plansichters) ;
 - des opérations insuffisantes de maintenance préventive ou des matériels inadaptés (chaussette d'étanchéité bâillante, manche de filtre saturée) ;
 - des réparations de fortune (corde à linge pour soutenir une tuyauterie) ;
 - des pratiques peu sécurisées de production (poubelle utilisée pour maintenir une poignée de commande levée) ;
 - voire à des négligences (oubli de fermeture d'un coffret électrique).

Ces défauts d'étanchéité rendent possibles les fuites de poussières et de produits céréaliers, et sont à l'origine de la mise en suspension (notamment au rez-de-chaussée de la tour de manutention et dans la fosse élévateurs), puis du dépôt, de poussières inflammables de très fine granulométrie en quantités importantes, au sol, avec une couche de poussières plus ou moins épaisse selon les salles, allant jusqu'au monticule de plusieurs dizaines de centimètres de haut au droit de certains équipements. Ces dépôts de poussières affectent pareillement les murs, les paliers, les équipements annexes, les coffrets et les câbles électriques...

- l'absence de capotage sur de nombreux moteurs, ailettes, axes, roulements, chaînes et courroies (une courroie sortie de sa poulie, et coincée entre ladite poulie et un capotage, a été observée sur une machine toujours en fonctionnement – celle dont la poignée de commande était maintenue levée à l'aide d'une poubelle), favorisant le dépôt des poussières et l'encrassement de pièces mécaniques en rotation (grincements audibles en salle sur-cellules du silo A) et susceptibles d'échauffement ou d'avaries ;
- des opérations de nettoyage effectuées à l'aide de balai – alors que l'utilisation de balai n'est autorisée qu'à titre exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières – ; l'un des opérateurs a indiqué que le balai était utilisé pour « rassembler le plus gros », et que l'aspirateur était utilisé « pour finir » le nettoyage ; pour nuancer quelque peu l'état de propreté observé lors du contrôle, les représentants de la société PASTACORP ont souligné que le contrôle inopiné intervenait un lundi matin, au sortir du week-end, et que l'effectif présent le week-end n'est que de deux personnes, laissant entendre qu'un tel effectif ne permet pas d'assurer correctement la conduite du process et les opérations de nettoyage ;
- la présence de sacs de déchets de nettoyage (poussières, coproduits de meunerie...) sur les paliers entravant l'accès aux colonnes sèches, en dépit de panneaux de consignes indiquant pourtant en toutes lettres : « Ne rien stocker devant les colonnes sèches » ; en lien avec le sujet, la société PASTACORP a communiqué le rapport de vérification des colonnes sèches daté du 31 janvier 2025 et ne faisant état d'aucune observation ; des dépôts de poussières étaient également visibles dans l'ascenseur de la tour de manutention, utilisé comme monte-charge pour l'évacuation des sacs de déchets ;
- la présence de non-conformités électriques, avec, d'une part, des défauts de raccordement de tresses de liaison équipotentielle (notamment à proximité des moteurs en tête d'ascenseur), et d'autre part, l'absence de traitement des non-conformités identifiées par l'organisme chargé de la vérification annuelle de la conformité des

installations électriques (du 11 au 16 décembre 2024, soit plus de 2 mois et demi après la vérification), dont : un câble débranché à proximité du filtre P-E-FD04 ; l'armoire électrique du synoptique du 3ème étage du moulin A non dépoussiérée ; ou encore le degré de protection de l'enveloppe inadapté sur le moteur MOT00039 au 7^{ème} étage de la tour de manutention ; le compte-rendu Q18 conclut à ce titre que « *l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion* » ;

- parallèlement à cette problématique, la société PASTACORP a communiqué le rapport de contrôle thermographique (Q19) des installations daté du 16 décembre 2024 mentionnant : « *Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tel que défini dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, un départ de feu ou un incendie est faible en l'absence d'anomalies. Veiller à dépoussiérer régulièrement l'ensemble des armoires et les maintenir fermées. En l'absence de hublots infrarouge sur les cellules haute tension, une vérification de celles-ci par la méthode des ondes ultrasonores est conseillée.* » ; ces deux derniers points n'ont pas été traités par la société PASTACORP ;
- la non-fermeture de portes de découplage, certains dispositifs de fermeture automatique étant endommagés ou manquants, et les consignes de fermeture n'étant pas scrupuleusement respectées ; cette situation rendrait possible la propagation d'ondes de surpression entre volumes adjacents en cas d'explosion (risque d'explosions secondaires) ;
- la présence d'un défaut sur deux sondes de silothermométrie (cellules P2 et T1) ;
- la présence de palettes en bois stockées à proximité des postes de chargement des camions en produits finis ; l'emplacement du stockage est susceptible de présenter un risque d'incendie et de propagation aux silos adjacents ;
- l'absence de réparation des défauts d'étanchéité au plafond de la galerie sur-cellules du silo C. Sur ce sujet, la société PASTACORP avait interrogé l'inspection des installations classées sur la possibilité d'autoriser la société chargée des travaux de reprise d'étanchéité à stocker des bouteilles de propane de 35 Kg en toiture. En lien avec cette demande, l'inspection des installations classées a consulté le rapport de vérification de la conformité des installations de protection contre la foudre daté du 16 décembre 2024, faisant état de quelques dégradations sur certains dispositifs, d'autres dispositifs n'ayant pu être testés ; les conditions ne sont donc pas réunies pour autoriser le stockage de bouteilles de propane de 35 Kg en toiture.

Demande n° 2 : la conjonction des constats précités, qui constitue une situation d'empoussièrement critique et d'exploitation hautement accidentogène, conduit l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral imposant à la société PASTACORP :

- une amende administrative d'un montant de 45 000 € pour le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024, quant à ses dispositions relatives à l'asservissement du circuit de manutention au système d'aspiration, aux moyens de détection incendie et à la résorption des non-conformités électriques (dont le dépoussiérage des armoires électriques et le raccordement des tresses de liaison équipotentielle) ; le montant ici retenu est le montant maximal prévu par l'article L.171-8 du code de l'environnement, dûment proportionné à la gravité et à la récurrence des manquements constatés ;
- une astreinte administrative d'un montant journalier de 4 500 € en vue du respect de

l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024, montant maximal pareillement prévu par l'article L.171-8 du code de l'environnement, et cohérent avec l'impérieuse nécessité de résorber les manquements constatés.

En revanche, l'inspection des installations classées a constaté la réfection du trou d'homme de la cellule Hermex 20, qui a retrouvé son étanchéité. Aussi, la salle sur-cellules Hermex, la passerelle de liaison vers les silos en béton de produits finis, et la salle sur-cellules des silos en béton de produits finis, étaient dans un état de propreté acceptable (hormis quelques dépôts résiduels de poussières sur des moteurs et des câbles), sans commune mesure avec les désordres observés lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024. **Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024 peut donc être considéré comme traité.**

Demande n° 3 : en sus, l'inspection des installations classées demande à la société PASTACORP :

- **de libérer l'accès aux colonnes sèches, avant le 21 mars 2025, en déplaçant les sacs de déchets de nettoyage, et de modifier conséquemment sa gestion des déchets de nettoyage (notamment pour limiter l'empoussièrement de l'ascenseur de la tour de manutention), avant le 30 avril 2025 ;**
- **d'acquérir, en nombre suffisant, des aspirateurs ATEX, ou de mettre en œuvre une centrale d'aspiration telle que prévue par l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, et de renforcer ses équipes de nettoyage avant le 31 mars 2025, pour assurer une maîtrise du taux d'empoussièrement des installations, y compris la nuit et les week-ends ;**
- **d'éloigner, avant le 31 mars 2025, les stockages de palettes en bois des installations céréalieres, pour prévenir les risques d'incendie ;**
- **de procéder, avant le 30 juin 2025, à la vérification des cellules haute tension par la méthode des ondes ultrasonores, telle que préconisée dans le rapport Q19 de contrôle thermographique ;**
- **de procéder, avant le 31 août 2025, aux interventions curatives nécessaires pour :**
 - **supprimer tous les défauts d'étanchéité existants (tuyauteries, raccordements, tamis, machines et organes de production divers et variés) ;**
 - **réparer les portes de découplage, en veillant à leur fermeture effective, et à la sensibilisation du personnel ;**
 - **rendre fonctionnelles les sondes de silothermométrie des cellules P2 et T1 ;**
 - **réparer les installations de protection contre la foudre ;**
 - **remplacer les réparations de fortune par des réparations pérennes.**

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : amende, astreinte

Proposition de délais : 6 mois